

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION

21^e séance

tenue le

mardi 5 novembre 1996

à 10 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 21^e SÉANCE

Président : M. SENGWE (Zimbabwe)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES,
ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE

A/C.5/51/SR.21

27 octobre 1997

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

96-81840 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES, ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (A/49/368, A/49/94; A/50/985; A/51/5 (Vols. I-IV), A/51/5/Add.1-10, A/51/283, A/51/488 et Add.1, A/51/533 et A/C.5/50/51)

1. M. PREMPEH (Président du Comité des commissaires aux comptes), présentant les rapports du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 1995, déclare que, pendant l'exercice biennal 1994-1995, le Comité a procédé à des audits "horizontaux" de questions sélectionnées dans les domaines de la planification des programmes, de l'exécution, du suivi, des hypothèses budgétaires, des rapports sur l'exécution des budgets-programmes et sur l'audit interne pour la plupart des 14 organisations soumises à vérification. Le Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes a entretenu un dialogue continu avec les administrations des organisations sujettes à vérification et a travaillé en étroite coopération avec le Bureau des services de contrôle interne et les services d'audit interne des différentes organisations afin d'assurer une coordination adéquate des activités. Le Comité a également échangé des informations sur les questions d'intérêt commun avec le Corps commun d'inspection (CCI).

2. Pour sa part, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) s'est réuni avec le Comité des opérations de vérification des comptes du 1er au 10 octobre 1996 pour discuter des rapports du Comité des commissaires aux comptes. Dans son rapport (A/51/533), le CCQAB a prié le Comité des commissaires aux comptes de procéder à un audit spécial de tous les aspects du projet du système intégré de gestion (SIG) à un audit de suivi de l'administration et de la gestion des lettres d'attribution et un audit spécial du Fonds de réserve pour les locaux hors siège de l'UNICEF. Le Comité des commissaires aux comptes a pris note de ces demandes. Comme demandé par le Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes indiquera à l'avenir, dans un chapitre distinct de ses rapports, les cas de violations répétées des règles et réglementations applicables auxquelles les administrations n'ont pas encore remédié.

3. A titre d'observation générale, le Comité des commissaires aux comptes souhaiterait que le mandat de ses membres soit porté à six ans, ce qui correspondrait mieux au système d'exercices biennaux appliqué par les organismes des Nations Unies et donnerait à ses membres suffisamment de temps pour se familiariser avec les organisations qu'il vérifie. M. Prempeh signale en outre que les rapports financiers concernant les opérations de maintien de la paix, précédemment présentés sur une base biennale, le sont désormais chaque année. En conséquence, à partir de 1997, le Comité des commissaires aux comptes soumettra des rapports annuels sur les opérations de maintien de la paix.

4. En ce qui concerne la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/239 tendant à ce que le Comité des commissaires aux comptes formule des observations au sujet des rapports du Bureau des services de contrôle interne, le Comité a étudié comment il pourrait au mieux donner suite à cette demande avec les ressources limitées dont il dispose. Il suivra de près les rapports finals de ce Bureau et formulera des observations dans tous les cas où cela sera approprié.

5. Pour ce qui est de certaines des principales conclusions et recommandations figurant dans les rapports, M. Prempeh relève que le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves ses opinions concernant les états financiers de six organisations. S'agissant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Comité des commissaires aux comptes n'a pas pu obtenir de pièces justificatives suffisantes, sous forme d'attestations de vérification des gouvernements et des organisations non gouvernementales confirmant que les fonds qui leur avaient été avancés pour des projets de coopération technique avaient effectivement été dépensés aux fins indiquées. Il a également relevé que le montant des dépenses afférentes aux projets faisant l'objet d'une exécution nationale a considérablement augmenté et a formulé un certain nombre de recommandations pour améliorer les systèmes de vérification des comptes dans ce domaine.

6. Le Comité des commissaires aux comptes a également relevé certaines incertitudes dans la valeur attribuée à certains arriérés de contributions et a par conséquent émis des réserves concernant les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, pensant qu'il était douteux que certains de ces arriérés de contributions soient jamais versés. Il a recommandé à l'Administration de trouver des solutions appropriées au problème de la valeur attribuée aux arriérés de contributions. Cela n'est pas à dire, toutefois, qu'il faille annuler des arriérés de contributions dus depuis longtemps. Des dispositions appropriées devraient par conséquent être prises dans les comptes à ce titre.

7. Par ailleurs, le Comité des commissaires a assorti de réserves son opinion concernant les états financiers de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains (Habitat), celle-ci n'ayant pas suivi la présentation approuvée par l'Assemblée générale et surestimé ses recettes de 1,17 million de dollars au total.

8. S'agissant des normes comptables appliquées par le système des Nations Unies, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que, d'une façon générale, les organisations avaient suivi les normes comptables communes pour la présentation des états financiers de l'exercice biennal 1994-1995. Les efforts doivent néanmoins être poursuivis dans certains domaines pour que les états financiers respectent de plus près ces normes, en particulier pour ce qui est de l'évaluation des biens non consommables, des liquidités détenues dans des monnaies non convertibles et de la comptabilisation des engagements au titre des indemnités dues à la cessation de service.

9. S'agissant des surpaiements pour différents contrats de travaux, le Comité a relevé que le PNUD avait payé au total 39,3 millions de dollars au titre de contrats de travaux d'une valeur forfaitaire de 29,7 millions de dollars. Le Comité des marchés du Siège n'a pas été invité à sanctionner les paiements effectués en sus des montants contractuels. En outre, dans le cas de quatre contrats d'une valeur totale de 1,28 millions de dollars, le PNUD a payé l'architecte quelque 3,8 millions de dollars sur la base d'un pourcentage du coût effectif des travaux plutôt que d'un pourcentage des coûts stipulés dans le contrat. Tous ces cas constituent de sérieuses irrégularités de la part des agents ordonnateurs et certificateurs. En conséquence, le Comité a recommandé

/...

au PNUD de déterminer s'il a été versé aux entrepreneurs, aux sous-traitants et à l'architecte des paiements non prévus par les contrats et, dans l'affirmative, de faire le nécessaire pour les recouvrer.

10. Par ailleurs, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a inclus dans les contributions à recevoir, d'un montant de 195,2 millions de dollars, une somme de 14,1 millions de dollars de contributions impayées depuis cinq à dix ans et n'a constitué dans ses états financiers aucune provision au titre de ces créances douteuses. En outre, la politique consistant à comptabiliser l'assistance fournie en espèces aux gouvernements comme dépenses afférentes aux programmes n'est pas conforme au règlement financier de l'UNICEF ni à sa définition de ce type de dépenses. Le Comité des commissaires aux comptes a par conséquent recommandé à l'UNICEF de revoir sa politique à cet égard. En outre, l'UNICEF devrait constituer une réserve pour les contributions à recevoir afin de faire apparaître avec exactitude le montant des actifs réalisables.

11. Les états financiers de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains (Habitat) n'ont pas fait apparaître un passif de 3,3 millions de dollars au titre du Fonds central autorenewable d'urgence (CERF) du Département des affaires humanitaires. En outre, la Fondation a négligé de comptabiliser dans des fonds d'affectation spéciale distincts les transactions effectuées au titre de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), ce qui a exigé de geler les projets de la Fondation auxquels des crédits n'avaient pas déjà été affectés. Le Comité des commissaires aux comptes a noté par ailleurs que le Centre du commerce international (CCI), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et la Fondation elle-même ont encouru ou autorisé des dépenses pour certains projets avant que les fonds correspondants aient été reçus, contrairement aux procédures des Nations Unies, et il suggère qu'aucun engagement financier ne soit pris sans que des fonds suffisants aient été reçus des donateurs.

12. A la fin de l'exercice biennal, l'on a constaté une diminution de la position de liquidités de l'Organisation des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'UNRWA et de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, et ces organisations devront par conséquent s'attacher à gérer plus efficacement leurs fonds de roulement. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté en outre que l'excédent des dépenses par rapport aux recettes a été de 5,4 millions de dollars pour l'UNICEF, de 6,9 millions de dollars pour le PNUCID et 111 585 dollars pour l'UNITAR.

13. En ce qui concerne les questions de gestion, le contrôle budgétaire en général s'est amélioré à l'Organisation des Nations Unies, mais le Comité des commissaires aux comptes considère qu'un contrôle plus rigoureux doit être exercé sur l'exécution des budgets des fonds d'affectation spéciale. Il relève en outre que le montant des allocations budgétaires a été dépassé par l'Université des Nations Unies (UNU), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le PNUE, contrairement aux réglementations en vigueur, et il recommande que les systèmes et procédures applicables aux prévisions et aux contrôles budgétaires soient revus par ces organisations pour

veiller à ce que les dépenses effectives ne dépassent pas les allocations de crédit.

14. S'agissant des marchés, le Comité se félicite des réformes introduites par l'Administration pour améliorer le processus de passation des marchés à l'Organisation des Nations Unies, notamment en restructurant la Division des projets de marché. Les vérifications du Comité ont fait apparaître que la Division ne disposait pas de données complètes sur plusieurs marchés d'une valeur supérieure à 500 000 dollars qui n'avaient pas fait l'objet d'un appel d'offre. En outre, en dépit d'une recommandation antérieure du Comité tendant à ce que les importants marchés d'une valeur supérieure à 500 000 dollars fassent l'objet d'appels d'offres ouverts, cette procédure a rarement été utilisée. Le Comité est préoccupé aussi par le fait que, sur l'ensemble des marchés examinés par le Comité des marchés du Siège entre le 1er juillet 1995 et le 30 avril 1996, 57 % des marchés passés par le Département des opérations de maintien de la paix et 23 % des marchés attribués par le Siège de l'ONU l'avaient été, intégralement ou en partie, a posteriori.

15. A l'Organisation des Nations Unies également, les lettres d'attribution n'ont pas été administrées conformément aux règles et procédures de l'Organisation. Le Comité a constaté que, dans certains cas, les demandes du service d'origine n'étaient pas suffisamment détaillées pour procéder à une vérification des services effectivement fournis et des biens effectivement livrés à des missions sur le terrain. Dans d'autres cas, le paiement de certains montants avait été effectué ou autorisé sans mention du numéro de la lettre d'attribution correspondante. Le Conseil a formulé des recommandations tendant à améliorer les procédures de contrôle et de suivi des marchés passés sur la base de lettres d'attribution.

16. Faute de planification, différents articles ont été achetés de manière fragmentaire, et il y a eu des lacunes dans les procédures d'appel d'offre à l'ONU, au PNUE et à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Le Comité des commissaires aux comptes suggère par conséquent que ces organisations préparent des plans d'achat annuels afin de faciliter le regroupement des commandes, de réaliser des économies d'échelle et de garantir une mise en concours pour les marchés.

17. S'agissant de la liquidation des opérations de maintien de la paix, le Comité des commissaires aux comptes a relevé d'importantes lacunes dans les accusés de réception de biens transférés, de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) et de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II). Dans certains cas, des missions en cours de liquidation ont transféré des biens à des missions en cours sans vraiment s'enquérir si celles-ci en avaient besoin. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé qu'une attention accrue soit accordée à la gestion de la liquidation des opérations.

18. Pour ce qui est de la gestion des programmes, l'auto-évaluation des sous-programmes s'est ralentie. Au HCR, des estimations inexactes des ressources disponibles ainsi que des effectifs et des besoins des réfugiés se traduisent par une planification déficiente des programmes. Au PNUE, les politiques générales de l'Organisation n'ont pas défini clairement le rôle incombant à celle-ci en ce qui concerne la formulation des projets et la gestion des

programmes, par opposition au rôle qui incombe aux agents d'exécution. L'UNRWA a mis en oeuvre le projet de promotion des techniques d'irrigation à Groba sans tenir dûment compte des procédures de gestion des programmes de l'Office, ce qui a nui à la qualité de la conception du projet, des activités de suivi et de contrôle des dépenses et des rapports aux donateurs. Des déficiences dans la planification et l'exécution du projet ont également été relevées à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et à l'UNU.

19. Dans le cas de l'UNICEF, l'incapacité de nombre des pays bénéficiant de l'assistance du Fonds de s'acquitter des obligations de base qui leur incombent en vertu des accords de coopération conduit à douter que le Fonds puisse réaliser par ses projets ses objectifs de durabilité et de renforcement des capacités. Au PNUD et au FNUAP, le Comité des commissaires aux comptes a constaté des déficiences dans la façon dont les projets soumis à l'exécution nationale avaient été réalisés, particulièrement au niveau de l'évaluation de la capacité des pays de les mener à bien.

20. S'agissant de la gestion des ressources humaines, les définitions d'emploi utilisées pour le recrutement des consultants par l'Office des Nations Unies à Genève, le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, le FNUAP et le PNUCID ne sont pas toujours assez détaillées pour pouvoir contrôler et suivre efficacement l'exécution des contrats. Le Comité a constaté que près de 80 % des consultants recrutés par le Siège de l'ONU provenaient de 12 pays développés. De même, 47 % de tous les contrats passés par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement en 1994 avaient été conclus avec des ressortissants de quatre pays développés. Le Comité est convaincu qu'il faudrait établir des normes appropriées afin que les consultants soient sélectionnés sur une base géographique plus large.

21. En ce qui concerne la formation, le Comité a suggéré de continuer à améliorer la formation des responsables de l'administration des missions de maintien de la paix, du personnel militaire des services du train et des autres agents chargés des achats pour les opérations de maintien de la paix. L'UNU et ses instituts devraient également élaborer des stratégies de formation à long terme afin de donner une formation appropriée aux jeunes chercheurs des pays en développement.

22. Pour ce qui est de la préparation du budget, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que l'ONU et l'UNICEF utilisent les taux de change les plus récents pour calculer des tableaux de coûts standard mais pense qu'un taux de change fondé sur la moyenne des taux effectivement pratiqués pendant l'année écoulée serait plus exact vu qu'il éliminerait les fluctuations des taux mensuels. A l'ONU, la projection du taux d'inflation sur la base de l'indice des prix à la consommation d'un assortiment d'articles standard devrait être revue du fait que cet indice ne reflète pas la tendance des prix de tous les biens et services acquis par les différents lieux d'affectation. En outre, plutôt que d'adopter des hypothèses uniformes pour tenir compte des délais de recrutement pour tous les lieux d'affectation, il faudrait utiliser pour chacun d'eux des taux appropriés de vacance de poste calculés sur la base des tendances passées.

23. Lorsqu'il a procédé à son examen horizontal des pratiques de vérification intérieure des comptes de plusieurs organisations, le Comité des commissaires

aux comptes a constaté que, dans de nombreuses organisations, les activités de vérification intérieure des comptes n'étaient guère efficaces par suite de leur couverture insuffisante, du manque de personnel et des retards intervenus dans l'application des recommandations formulées. Le Comité a également constaté des retards à l'UNICEF dans l'application par l'Administration des recommandations formulées lors de la vérification intérieure des comptes. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que le Comité de la vérification intérieure des comptes de l'UNICEF fixe des délais pour l'application des recommandations formulées.

24. Le Comité a relevé que la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion du PNUD et la Division de l'audit et des conseils de gestion du Bureau des services de contrôle interne n'avaient pas établi de plan d'audit à long terme. Les effectifs de la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion sont insuffisants et celle-ci n'a donc pas pu mener à bien le programme prévu pour 1994-1995. Il importe que la Division établisse une documentation standard indiquant clairement les procédures de vérification utilisées et mette à jour ses dossiers permanents en y ajoutant des informations de base sur les questions ayant fait l'objet d'un audit. La Division de l'audit et des conseils de gestion, pour sa part, n'a pas analysé de façon assez complète les programmes de pays du HCR, ce qu'elle devrait faire pour vérifier plus fréquemment les activités comportant des risques élevés. La Division devrait également revoir ses méthodes de vérification pour veiller à ce que les missions de moindre envergure fassent l'objet de vérifications plus régulières.

25. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur les rapports financiers et états vérifiés et les rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/51/533), fait observer que chacun s'accorde apparemment à reconnaître que le Comité des commissaires aux comptes fonctionne bien. Le Comité consultatif a examiné 15 des rapports présentés par le Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1995 et un rapport du Secrétaire général sur les normes comptables (A/51/523). Il a eu des discussions extrêmement utiles avec les membres du Comité des opérations de vérification des comptes sur le contenu, la structure et la présentation des rapports des commissaires.

26. Le rôle du Comité consultatif en ce qui concerne les rapports est défini par l'article 12.11 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et ses règles de gestion financière, qui stipulent expressément que le Comité des commissaires aux comptes soumet ses rapports à l'Assemblée générale par son intermédiaire. Depuis un certain nombre d'années, toutefois, le CCQAB a eu grand peine à s'acquitter de son mandat. Outre que la documentation qui lui est communiquée est incomplète, il a été forcé de travailler sur la base d'avant-tirages de textes en anglais, situation tout à fait inacceptable pour ceux de ses membres qui emploient des langues officielles autres que l'anglais. L'Administration a invoqué l'élaboration tardive du SIG (III) et la présentation tardive des comptes des opérations hors siège pour expliquer le retard intervenu dans la clôture des comptes de l'exercice. Toutefois, les retards intervenus dans la publication des rapports l'année précédente et pendant l'année en cours montrent que le problème est plus fondamental. Le CCQAB n'a pas disposé des états financiers vérifiés, comme l'exige l'article 12.11 du Règlement financier,

ni des rapports financiers lors de sa réunion avec les commissaires aux comptes. Très peu des rapports sur les mesures adoptées ou les propositions faites pour appliquer les recommandations des commissaires sont présentés à temps par l'intermédiaire du CCQAB. Le Secrétariat ne dispose pas non plus des moyens nécessaires pour coordonner l'examen et l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Du fait de ces carences, le CCQAB n'a pas pu suivre comme il convient l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Aussi a-t-il prié le Secrétariat de revoir la situation et d'adopter des mesures correctives.

27. Aux paragraphes 18 à 31 de son rapport, le CCQAB a formulé des observations ainsi qu'un certain nombre de recommandations générales. Sous réserve de différences mineures, ses vues et recommandations complètent les observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

28. Bien que le Comité ait assorti de réserves son opinion concernant les états financiers de six organisations et deux des opérations de maintien de la paix, les commissaires ont constaté que, d'une façon générale, l'Organisation des Nations Unies et ses fonds et programmes observent les normes comptables mentionnées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/216 C. Des divergences de vues ont surgi en ce qui concerne l'application des articles 32 et 33 concernant la façon dont doivent être comptabilisés dans les recettes les arriérés de contributions mises en recouvrement et de contributions volontaires. Les représentants du Secrétaire général ont informé le CCQAB que le Secrétariat ne considère pas l'article 32 comme obligatoire. De l'avis du CCQAB, cependant, et quelle que soit la date à laquelle elles remontent, les contributions dues sont recouvrables à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement.

29. Après avoir procédé à une large vérification "horizontale" de tous les aspects de l'exécution et de la réalisation des programmes et des projets, le Comité des commissaires aux comptes a émis des réserves concernant les états financiers de plusieurs organisations en raison des lacunes constatées dans les attestations. Le CCQAB a demandé que le nécessaire soit fait pour que les comptes n'aient pas à être assortis de telles réserves à l'avenir.

30. Aux paragraphes 23 à 28 de son rapport, le CCQAB formule un certain nombre de recommandations supplémentaires. Les conclusions des commissaires doivent être envisagées ensemble, de préférence dans le contexte du Comité administratif de coordination (CAC). Les organisations devraient échanger des données d'expérience et comparer les différentes mesures prises pour remédier aux carences constatées par le Comité. Le système dans son ensemble doit coopérer au niveau des pays pour renforcer les capacités par différents moyens, notamment en fournissant une assistance coordonnée afin de renforcer les capacités des organismes et des agents d'exécution et de réalisation. Il importe que l'Organisation des Nations Unies et ses programmes de financement identifient bien avant la date à laquelle les accords conclus doivent être appliqués les domaines qui appellent une intervention. Conclure des accords pour découvrir que le co-contractant est incapable de les exécuter est un gaspillage de ressources. Imposer une exécution forcée alors que l'autre partie n'a pas les capacités requises pour exécuter un accord va également à l'encontre du but recherché.

31. Bien que les activités de vérification intérieure des comptes du Secrétariat se soient améliorées à plusieurs égards, la situation, particulièrement dans le cadre des différents fonds et programmes, continue d'être affectée par une planification insuffisante des activités d'audit et par un manque de ressources qui limite la portée et la fréquence des audits internes. Particulièrement préoccupant est le peu de cas que l'administration de certains fonds et programmes fait apparemment de l'importance des vérifications intérieures des comptes et de la nécessité d'appliquer sans tarder les recommandations formulées à cette occasion. Le CCQAB a identifié certains domaines dans lesquels les administrations devront consacrer plus de ressources et une attention plus soutenue aux audits internes.

32. En ce qui concerne la passation des marchés, nombre des carences et irrégularités fondamentales précédemment identifiées par le Comité des commissaires aux comptes persistent, et le processus de réforme en cours n'a pas encore commencé à produire ses effets. Il convient d'accorder la plus haute priorité à la réforme des procédures de passation des marchés étant donné l'importance des ressources consacrées aux achats et l'étendue des irrégularités découvertes. Le problème connexe concernant la médiocrité de la gestion des stocks, à propos duquel le CCQAB a déjà présenté un rapport (A/50/985), signifie que la situation réelle des stocks n'est pas connue avec précision et que les achats sont ainsi souvent excessifs. Des dépenses sont encourues aussi pour le transfert de stocks anciens d'une mission à une autre ou pour le maintien du matériel dans les secteurs opérationnels. En outre, les commissaires ont identifié des cas dans lesquels des dépenses ont peut-être été engagées pour des articles que les missions intéressées n'avaient jamais demandés ou qui n'ont pas été livrés dans la zone des opérations. La réforme des procédures de passation des marchés devra par conséquent aller de pair avec une réforme de la gestion des stocks.

33. Les conclusions auxquelles le Comité des commissaires aux comptes est parvenu en ce qui concerne les consultants révèlent des irrégularités sérieuses et persistantes qui donnent une impression de favoritisme dans la sélection, le recrutement, le paiement et la gestion des consultants. Le cas décrit aux paragraphes 112 et 113 du rapport du Comité consultatif (A/51/533) est particulièrement frappant. Les excuses usuelles invoquées par l'Administration pour expliquer pourquoi elle recrute constamment les consultants sur une base géographique extrêmement étroite sont inacceptables; comme les commissaires l'ont indiqué, il est souvent beaucoup plus efficace et plus économique de recruter des consultants sur une base plus large et d'élargir le fichier de consultants nationaux. Etant donné la tendance prévisible à un recours plus large à du personnel traité, à du personnel temporaire et à des consultants, les contrats permanents dans la fonction publique internationale étant de plus en plus critiqués, le CCQAB recommande au Secrétariat de revenir à la pratique antérieure consistant à rendre compte régulièrement à l'Assemblée générale, par son entremise, des attributions, de la nationalité et de la rémunération des consultants ainsi que de la fréquence et de la durée de leurs contrats.

34. En ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale, les instructions administratives applicables ne sont pas suivies dans certains cas. Des dépenses continuent d'être engagées avant que l'on ait la certitude de recevoir les ressources nécessaires; des services imputables à des fonds d'affectation spéciale sont souvent imputés à différents comptes du budget ordinaire. En

outre, des dépenses sont souvent engagées sur la base d'une promesse de remboursement des donateurs. L'Assemblée générale a déjà souscrit à la recommandation du CCQAB tendant à ce que, lorsque les conditions et les exigences des donateurs sont incompatibles avec le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, que ce soit celle-ci qui prévale. Se référant au paragraphe 29 du rapport du CCQAB (A/51/533), M. Mselle souligne qu'il faut trouver des procédures satisfaisantes pour obtenir réparation en cas d'irrégularités afin de compléter les procédures déjà en place en cas de fraude ou de détournement de fonds. Si les administrations n'accordent pas la priorité voulue à ce problème, les organes délibérants risquent de devoir intervenir dans un domaine qui relève et doit continuer de relever des prérogatives du Secrétaire général et des chefs de secrétariat des différents fonds et programmes.

35. Après son audit des activités de préparation des budgets, le Comité des commissaires aux comptes a confirmé que les processus budgétaires de l'Organisation des Nations Unies et de ses fonds et programmes sont fort avancés et perfectionnés. Il n'a été constaté aucun cas de surbudgétisation ou d'autres irrégularités significatives dans le processus d'élaboration des budgets, qui est régi par des directives intergouvernementales et qui est constamment contrôlé. Lorsqu'il examine les demandes de crédit, le CCQAB est souvent appelé à analyser nombre des questions étudiées par les commissaires et à formuler des recommandations à ce sujet, par exemple pour ce qui est de l'application des taux de change moyens, de l'utilisation de taux de vacance de poste spécifiques pour les différents lieux d'affectation, du calcul des taux d'inflation et des dépenses communes de personnel. En outre, les hypothèses faites au sujet des taux de change et des taux d'inflation sont revues et modifiées, si besoin est, dans le contexte des rapports annuels sur l'exécution du budget.

36. Le CCQAB recommande aux administrations d'indiquer dans leur prochain projet de budget la mesure dans laquelle il a pu être tenu compte des recommandations des commissaires, et insiste sur la nécessité de veiller à ne pas introduire des procédures nouvelles qui ne soient pas à la fois efficaces et économiques. Il importe de tenir dûment compte de l'environnement dans lequel opèrent certaines organisations, particulièrement pour établir les prévisions initiales et évaluer les dépenses effectives. A l'avenir, le Comité des commissaires aux comptes ne devrait pas être surchargé de demandes de vérification dans des domaines comme le processus budgétaire, et ne devrait pas être invité à entreprendre certaines tâches dans l'espoir que les résultats de son travail permettront d'aplanir les divergences de vues politiques entre Etats Membres.

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite) (A/51/304 et A/51/421; A/C.5/49/63 et A/C.5/49/64; A/C.5/50/64; A/C.5/51/1, A/C.5/51/3, A/C.5/51/6 et A/C.5/51/7)

37. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines), en réponse aux questions posées par les délégations lors de séances antérieures de la Cinquième Commission, déclare que les trois rapports en suspens du Corps commun d'inspection dont ont parlé les délégations de l'Algérie et de l'Allemagne - concernant respectivement le recrutement, les affectations et les promotions, la répartition géographique et les relations entre le personnel et l'Administration - ne sont pas encore tout à fait achevés. En réponse à la

question posée par la délégation japonaise au sujet du recrutement de nouveaux fonctionnaires pour pourvoir des postes P-2 pendant l'année écoulée, 32 nouveaux fonctionnaires (18 hommes et 14 femmes) ont été exemptés du gel du recrutement et recrutés pour des postes P-2 à la suite de concours nationaux. En outre, 20 nouveaux fonctionnaires (11 hommes et 9 femmes) ont également été exemptés du gel et recrutés pour pourvoir des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales pendant la même période (septembre 1995 à octobre 1996). Conformément à la demande de la délégation japonaise, il sera publié un rectificatif au document relatif à la composition du Secrétariat (A/C.5/421, par. 38); la liste du personnel demandée par cette délégation sera publiée la semaine suivante. Pour ce qui est de l'impact potentiel de l'Ecole des cadres sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et l'Université des Nations Unies (UNU), M. Halliday ne manquera pas d'informer la Cinquième Commission de tout impact qui pourrait être constaté.

38. En réponse aux préoccupations exprimées par les délégations costaricienne (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), cubaine et iranienne, M. Halliday précise que des informations complètes sur l'opération de redéploiement, notamment sur le nombre de fonctionnaires affectés, leur nationalité et l'impact éventuel du redéploiement sur la répartition géographique, seront communiquées au titre du point 116 de l'ordre du jour. L'on s'emploie activement à trouver des affectations pour les 17 fonctionnaires, dont deux ressortissants iraniens, qui se trouvent encore sur la liste des redéploiements.

39. Le représentant de l'Egypte, appuyé par les délégation de Cuba, de la République islamique d'Iran, de la Sierra Leone et du Zimbabwe, s'est dit préoccupé par la crise de confiance qui avait apparemment surgi du fait de ce qu'il a appelé un manque de communication entre l'Administration et le personnel. Toutefois, des représentants du Secrétaire général - lequel en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation est en définitive responsable des relations entre l'Administration et le personnel - continuent à s'entretenir régulièrement avec les représentants du Syndicat du personnel dans le cadre du Comité de coordination de l'Administration et du personnel et des comités consultatifs mixtes locaux. La vingtième session du Comité de coordination, qui vient de se tenir, a été qualifiée de fort réussie par son président, même si les dirigeants du Syndicat du personnel ont été d'un avis différent. M. Halliday a demandé au Président du Comité de coordination de présider une réunion officieuse avec le Président du Comité de coordination des associations et syndicats indépendants du personnel du système des Nations Unies pour rechercher le moyen d'amener le Syndicat du personnel à avoir une vue plus positive de la situation. Comme les directeurs de programmes sont eux-mêmes fonctionnaires de l'Organisation, ils sympathisent avec leurs collègues dans l'actuel climat d'incertitude suscité par les compressions imposées à l'Organisation. M. Halliday espère que le Syndicat du personnel collaborera avec l'Administration plutôt que de s'opposer à ses efforts afin de servir les intérêts de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte des contraintes imposées par l'Assemblée générale, notamment dans ses résolutions 50/214 et 50/215.

40. La sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies est un autre domaine dans lequel l'Administration partage pleinement les préoccupations du

personnel. Bien que les fonctionnaires n'aient pas de comptes à rendre à l'Assemblée générale à cet égard, il sont censés collaborer à la recherche de solutions. Pour M. Halliday, il n'y a pas eu de manque de communication entre l'Administration et le personnel vu que les échanges de vues avec le personnel se poursuivent non seulement dans le cadre du Comité de coordination et des comités consultatifs mixtes mais aussi à l'occasion des contacts quotidiens que le Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH) a avec le personnel, de la collaboration instaurée avec le personnel sur des questions comme les harcèlements au travail, des préoccupations exprimées par l'Administration au sujet des attaques dirigées dans les médias contre des fonctionnaires, et ainsi de suite. Il importe de ne pas perdre de vue que la communication est un processus à double sens et d'envisager la situation avec réalisme. Il est compréhensible que le personnel se sente menacé et démoralisé dans le climat budgétaire créé par les mesures que l'Organisation a dû prendre pour faire face à sa crise financière, et l'accent renouvelé qui est mis sur les questions de performance, la possibilité que le processus de réaffectation et le programme de départs anticipés puissent entraîner des cessations de service involontaires, les démissions de certains fonctionnaires en poste de longue date, l'idée que les niveaux de rémunération ne sont pas compétitifs, le pourcentage élevé de personnel prêté et l'image que projette souvent des milieux extérieurs à l'Organisation d'une fonction publique internationale qui ne serait qu'une bureaucratie pléthorique. L'Organisation des Nations Unies a néanmoins investi dans le Programme de formation à une gestion à visage humain pour faire en sorte que les directeurs de programmes soient sensibles aux besoins du personnel, encouragent la participation de ce dernier et sachent conseiller et féliciter le personnel lorsqu'il y a lieu. L'Administration fera ce qui est en son pouvoir pour promouvoir une communication continue avec le personnel.

41. M. MIRMOHAMMAD (République islamique d'Iran) remercie le Sous-Secrétaire général de ses explications mais insiste sur la nécessité de recevoir des informations concernant la nationalité des consultants et du personnel recruté pour des périodes de courte durée. Il partage les préoccupations exprimées par le Président du CCQAB dans le contexte du point 111 de l'ordre du jour au sujet du recrutement des consultants.

42. M. HALLIDAY (Secrétaire général à la gestion des ressources humaines) explique qu'il attend encore de recevoir des informations concernant la gestion des vacances de poste pour compléter les données dont dispose son bureau et dit qu'il communiquera une réponse par écrit le lendemain.

43. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) déclare que sa délégation s'intéresse vivement à la question du redéploiement et des affectations et qu'elle souhaiterait avoir de plus amples détails à ce sujet ainsi que sur les échanges de vues entre l'Administration et le personnel afin d'être mieux à même de porter un jugement sur la situation. Il souhaiterait savoir si les postes qui deviennent vacants par suite de cessations de service involontaires continueront d'exister ou seront supprimés et s'il est vrai que certains de ces postes ont été pourvus par des personnes qui ont fait l'objet d'un traitement spécial.

44. Mme BUERGO RODRIGUEZ (Cuba) rappelle que sa délégation attend encore les informations qu'elle a demandées au sujet de l'impact des compressions d'effectifs sur la répartition géographique équitable et partage les préoccupations de la délégation rwandaise touchant les cessations de service

involontaires. S'agissant des observations du Secrétaire général sur le point de savoir s'il existe ou non une crise de confiance entre l'Administration et le personnel, l'atmosphère qu'il a décrite est préoccupante, principalement du point de vue de l'impact qu'elle peut avoir sur la réalisation des programmes et des activités. Il est surprenant, par exemple, que les opinions divergent à tel point au sujet de la dernière session du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel; il semble que les consultations fassent défaut dans le dialogue entre l'Administration et le personnel. La délégation cubaine est préoccupée aussi par le fait que l'on envisage des compressions allant au-delà de celles initialement prévues par l'Assemblée générale, et souhaiterait avoir un complément d'informations sur l'impact de l'opération de redéploiement ainsi que sur l'évolution des relations entre l'Administration et le personnel.

45. Mme EMERSON (Portugal) fait observer que nul n'ignore que le personnel est démoralisé. Cela est dû en partie aux contraintes financières et aux incertitudes qu'elles suscitent mais aussi au fait que les procédures établies n'ont pas été suivies pour pourvoir les postes vacants. Toutes les vacances de poste doivent être annoncées de sorte que les fonctionnaires puissent faire acte de candidatures. Dans la pratique, les listes de vacance de poste sont transmises aux Etats Membres sans que chacun ait la possibilité d'être candidat. De ce fait, les fonctionnaires qui estiment avoir été injustement traités risquent de présenter des recours et de se voir accorder des indemnités, que les Etats Membres devront ensuite prendre à leur charge. A ce propos, Mme Emerson souhaiterait savoir combien de postes ont été pourvus au cours de l'année écoulée sans que les procédures établies soient respectées et combien de recours ont été formés.

46. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines), en réponse aux observations formulées par le représentant de l'Ouganda à propos de l'opération de redéploiement, explique que l'instruction administrative ST/AI/415 a été publiée en avril 1996 après une session extraordinaire du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel pour établir les procédures à suivre pour empêcher que les fonctionnaires ne voient leurs possibilités de carrière disparaître par suite du gel des postes.

47. Dans le cadre de cette opération, et dans les départements où des économies doivent être réalisées, l'on s'est attaché à procéder à des évaluations individuelles et comparatives de tous les fonctionnaires de même classe s'acquittant des mêmes fonctions. Les directeurs de programmes ont soumis ces évaluations à des groupes d'examen mixtes dont les recommandations ont été présentées aux chefs de départements pour que ceux-ci puissent formuler leurs recommandations finales concernant les redéploiements. Les fonctionnaires ont ensuite été invités à faire acte de candidature aux postes vacants, et ce au niveau de l'ensemble du Secrétariat dans le cas des administrateurs. L'on s'est efforcé de veiller à ce que les fonctionnaires en mission soient tenus informés et le BGRH a même proposé le nom de différents fonctionnaires qui avaient hésité à faire personnellement acte de candidature.

48. Les groupes mixtes ont alors procédé à un autre examen au niveau des départements et des recommandations ont été présentées à l'organe des nominations et des promotions. Dans un pourcentage élevé de cas, le Comité des nominations et des promotions a approuvé les recommandations reçues. Le Comité

a été chargé de maintenir une répartition géographique équitable et un équilibre approprié entre hommes et femmes.

49. Ces arrangements ont été élaborés en consultation avec le personnel, bien que certains éléments du personnel aient ensuite éprouvé des doutes sur le bien-fondé de leur attitude. Dans certains cas, les groupes d'examen des départements ont fonctionné avec la présence de représentants du personnel, mais seulement en qualité d'observateurs. Cette procédure a également été appliquée au personnel dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires, et le mécanisme adopté à Nairobi est celui esquissé dans l'instruction ST/AI/415. Cette instruction administrative comportait des formulaires sur lesquels les fonctionnaires pouvaient indiquer leur poste actuel et leurs affectations antérieures, leur mobilité, leurs compétences linguistiques, leur ancienneté et leur statut contractuel. L'opération, tout en privilégiant les fonctionnaires titulaires de contrats permanents, n'a pas exclu ceux qui étaient titulaires de nominations pour une durée déterminée, et l'on s'est efforcé de tenir compte de l'ancienneté.

50. La question de l'impact que pourraient avoir des cessations de service involontaires est purement théorique étant donné qu'il n'y en a pas eu. En pareil cas, le poste en question serait gelé et non supprimé.

51. Pour ce qui est des questions soulevées par la représentante de Cuba, l'idée que l'on se fait des relations entre l'Administration et le personnel est importante et l'Administration doit faire mieux à cet égard. Il convient de noter que les mécanismes de consultation ne sont pas bon marché : la dernière session du Comité de coordination a coûté 140 000 dollars. Outre, indépendamment des réunions, le Comité de coordination est également une instance au sein de laquelle peuvent avoir lieu des consultations informelles au sujet de questions d'intérêt commun.

52. M. Halliday est sensible aux préoccupations suscitées par les compressions, le gel des postes et la fixation d'un taux de vacance de postes plus élevé que celui prévu par l'Assemblée générale. La réalité est que l'application du taux de 6,4 % n'a permis d'économiser que 50 millions de dollars, et qu'il reste par conséquent à trouver 100 millions de dollars. Comme 73 % environ du budget reflète les dépenses de personnel, il n'est tout simplement pas possible d'économiser une telle somme sans comprimer encore plus les effectifs. C'est ce qui explique le gel des postes et le programme de départs anticipés.

53. Pour ce qui est des observations formulées par la représentante du Portugal, des procédures appropriées sont suivies dans presque tous les cas et, en fait, tous les intéressés critiquent la durée des procédures de recrutement. Il y a parfois des exceptions, autorisées par le Secrétaire général, essentiellement lorsqu'il est urgent de pourvoir un poste ou lorsque des compétences spécialisées sont requises.

54. M. EMERSON (Portugal) souhaiterait qu'une liste de ces exceptions soit communiquées dans un document de séance.

55. M. STOCKL (Allemagne) se demande si la liste des postes vacants communiquée dans le contexte de l'opération de redéploiement était complète : elle aurait dû comporter les postes pourvus sur la base de contrats de louage de services et de

nominations pour des périodes de courte durée, qui échappent aux procédures normales de nomination. M. Stockl souhaiterait avoir des informations sur les examens généraux qui ont eu lieu en juillet 1995 et en janvier 1996 pour régulariser les nominations pour des périodes de courte durée. Comme ces examens n'ont pas été des concours nationaux, les postes en question devraient être imputés aux contingents réservés pour l'examen de G à P. M. Stockl souhaiterait avoir une ventilation, par type d'examen, des nominations auxquelles il a été procédé par la suite.

56. La délégation allemande souhaiterait savoir combien de personnes ont été nommées à la classe P-3 après avoir déjà occupé un poste mais sans avoir de nomination à titre régulier. Elle croit savoir que tel a été le cas dans plus de 50 % des nominations à la classe P-3, de sorte que les avis de vacances de postes ont été un simulacre de procédure. Il serait bon d'avoir des statistiques sur le nombre de ces postes qui ont été attribués à des candidats de l'extérieur, et combien à des quasi-titulaires. Cette question se rapporte à celle des nominations de consultants et des nominations pour des périodes de courte durée, qui n'interviennent pas après mise au concours. Si des personnes ainsi recrutées se voient privilégiées par rapport aux candidats de l'extérieur, la valeur de la procédure de publication des avis de vacances de postes est douteuse. Il serait bon que le BGRH donne l'assurance qu'il sera mis fin à ce recrutement détourné et que l'on suivra à l'avenir une procédure plus transparente et plus équitable.

57. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) partage les préoccupations exprimées par le représentant de l'Allemagne. Il semble exister à l'Organisation une sorte de "franc-maçonnerie". M. Odaga-Jalomayo partage également les vues exprimées par la représentante du Portugal.

58. S'agissant des postes à redéployer, il faut espérer que l'exercice a été transparent et a été mené compte dûment tenu de la répartition géographique équitable et qu'il a été juste pour le personnel. Il serait bon de savoir si l'on s'est efforcé de remanier les distributions d'emplois de manière qu'elles correspondent aux intérêts de fonctionnaires que n'intéressaient pas des affectations dans d'autres départements et si tous les fonctionnaires à redéployer ont maintenant été réaffectés.

59. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines) fait savoir qu'une liste des exceptions sera communiquées, comme demandé par la représentante du Portugal.

60. S'agissant des points soulevés par le représentant de l'Allemagne, la liste des quelque 160 postes disponibles à des fins de redéploiement a sans aucun doute été, pour l'essentiel, complète. Aucun effort n'a été négligé pour veiller à ce que les départements indiquent en détail tous les postes disponibles.

61. En ce qui concerne la régularisation des titulaires de postes P-2, les fonctionnaires recrutés sur des postes P-2 sur la base de nominations pour des périodes de courte durée ayant ensuite été prolongées ont été tenus de subir avec succès un concours national ou de partir. Les candidats retenus à la suite de cette opération - qui a maintenant été suspendue par suite de la crise

financière - ont été régulièrement inclus dans le contingent de 70 % des postes réservés aux candidats recrutés à la suite d'un concours national.

62. M. Halliday ignore le chiffre de 50 % cité par le représentant de l'Allemagne en ce qui concerne les nominations à la classe P-3, mais il approfondira la question. La plupart des fonctionnaires promus à la classe P-3 sont des candidats internes recrutés sur la base de concours nationaux. Ce n'est qu'une fois ces candidats placés que des examens sont organisés pour recruter à la classe P-3.

63. M. Halliday espère vivement que le tableau brossé par le représentant de l'Allemagne n'est pas exact. Aucun effort n'est négligé, par le biais du système intégré de gestion (SIG), pour veiller à ce qu'aucun poste ne puisse être pourvu à l'insu du BGRH.

64. M. Halliday prend note de l'intérêt que la délégation ougandaise porte aux données demandées par le représentant de l'Allemagne et, en ce qui concerne sa référence au redéploiement, regrette que le processus n'ait peut-être pas été aussi transparent qu'on l'avait espéré. L'instruction administrative ST/AI/415 a été appliquée de manière aussi transparente que possible; le personnel et l'Administration ont travaillé ensemble et, dans une large mesure, les recommandations des chefs de département ont été suivies. Il y a regrettamment eu moins de redéploiements qu'on ne l'avait espéré; certains candidats ne sont pas qualifiés et, à cet égard, les résultats ne sont pas encourageants, mais le processus a été mené régulièrement. Si d'autres redéploiements sont nécessaires, l'Administration se réunira avec ses collègues du personnel pour essayer d'améliorer la façon dont l'instruction administrative est appliquée. M. Halliday se demande en outre s'il est possible d'éviter que le personnel soit démoralisé si on considère les nombreux facteurs en cause, comme les critiques dont ils font l'objet, les compressions budgétaires, l'anxiété et la crainte de licenciement (bien qu'aucun poste n'ait été supprimé jusqu'à présent). Pour ce qui est de l'observation selon laquelle certains départements modifieraient les définitions d'emploi plutôt que de redéployer des fonctionnaires, les chefs de département ont été rendus responsables de ces décisions, comme cela a été le cas lors des offres de départ anticipé, et le processus semble avoir donné de bons résultats. Il reste encore 17 fonctionnaires en attente de réaffectation.

65. Pour ce qui est du redéploiement de fonctionnaires revenant d'opérations de maintien de la paix, force est de reconnaître que certains fonctionnaires n'ont pas été réaffectés aussi rapidement que cela aurait été souhaitable. A ce propos, il y a lieu de relever que l'Organisation des Nations Unies tend à ne pas récompenser assez les fonctionnaires qui acceptent des missions de courte durée pour des opérations de maintien de la paix ou d'autres missions sur le terrain, et M. Halliday a déjà formulé des suggestions tendant à introduire un système de gestion des réaffectations qui conduirait les fonctionnaires à accepter plus facilement des affectations à l'étranger s'il leur était garanti la possibilité de choisir parmi d'autres postes vacants ou d'autres possibilités, à New York ou ailleurs, à la fin de leur mission. Le Secrétariat éprouve des difficultés à assurer la mobilité voulue du personnel, et le système dans son ensemble doit tirer les enseignements voulus d'autres programmes et s'employer à résoudre ce problème au cours des mois à venir.

66. M. GODA (Japon) déclare que sa délégation partage les préoccupations exprimées par la représentante du Portugal au sujet de l'inobservation des procédures de recrutement et attend avec intérêt les informations que le Secrétaire général s'est engagé à fournir. M. Goda est très préoccupé aussi par la réponse fournie aux questions du représentant de l'Allemagne touchant la suite donnée aux examens généraux. A la cinquantième session, le Sous-Secrétaire général a déclaré que ces examens n'auraient pas d'effet sur les concours nationaux de recrutement, mais il dit maintenant que les personnes ayant subi avec succès les examens généraux seraient incluses dans le contingent de 70 %. M. Goda espère que cette contradiction apparente sera dissipée au cours des consultations officielles et que des informations seront fournies aussi au sujet de l'annulation de l'examen de juillet 1996. L'état des relations entre le personnel et l'administration est préoccupant à une période de compressions budgétaires et de dégradation des conditions de travail, par exemple par suite des restrictions salariales. Il importe que le personnel ait un bon moral si l'on veut que l'Organisation puisse fonctionner efficacement, et il faudrait que le Secrétariat redouble d'efforts pour entretenir de bonnes relations avec le personnel et garantir de meilleures performances à l'avenir.

67. M. RI Gwan Nam (République démocratique populaire de Corée) rappelle que le Secrétariat est tenu de recruter non seulement sur la base des compétences et des aptitudes, mais aussi du principe de la répartition géographique équitable. Dans sa résolution 49/222, l'Assemblée générale a instamment demandé au Secrétaire général de s'attaquer au problème de la sous-représentation de certains pays aux échelons supérieurs. Comme de nombreuses délégations l'ont fait observer, le principe de la répartition géographique équitable n'est pas uniformément appliqué. En dépit des compressions en cours, le principe de la répartition géographique équitable doit être sauvegardé et tous les pays doivent être représentés, spécialement lorsque leurs candidats ont déjà passé un examen. Il est regrettable que deux candidats de la République démocratique populaire de Corée ayant subi avec succès l'examen de recrutement à la classe P-2/P-3 en 1993 n'aient toujours pas été recrutés, et il faut espérer que le Secrétariat de ces préoccupations lorsqu'il pourvoira les postes vacants.

68. M. ROSALES (Nicaragua), se référant à la pratique consistant à employer des administrateurs auxiliaires pour économiser de l'argent, est préoccupé par l'augmentation du nombre de ces agents et se demande quelle est la proportion qu'ils représentent sur l'ensemble du personnel. Il serait bon de savoir si les services de ces agents sont financés par les pays développés et s'il serait possible de recruter pour ces postes un plus grand nombre de candidats de pays en développement.

69. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines), répondant aux observations du représentant du Japon, regrette que les informations présentées antérieurement aient pu paraître ambiguës. Les candidats qui passent les concours nationaux ne sont pas fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies; il s'agit de candidats des Etats Membres et il est tout à fait normal qu'ils soient inclus dans le contingent de 70 %. Des renseignements seront fournis à la délégation japonaise à propos de ces concours. Par ailleurs, M. Halliday confirme que le programme n'a pas été annulé.

70. Pour ce qui est de la question du moral du personnel et de son impact sur les performances, la plupart des fonctionnaires sont, de l'avis de M. Halliday, extrêmement compétents et dévoués, comme peut le confirmer quiconque les a vus s'acquitter de leurs fonctions dans différents lieux d'affectation, lors des missions de maintien de la paix et à d'autres occasions. Les représentants du personnel ont effectivement manifesté certaines préoccupations, mais celles-ci ne sont pas nécessairement partagées par l'ensemble du personnel. Quelque 200 personnes, soit un chiffre relativement modeste, ont assisté à l'une des récentes réunions du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel. Il faut espérer que la plupart des fonctionnaires sont satisfaits et sont certains qu'avec l'appui des Etats Membres et du Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies survivra à ses difficultés actuelles.

71. Lors d'une récente évaluation des séminaires de gestion organisés pour les fonctionnaires de classe P-5, les organisateurs se sont dits impressionnés par les aptitudes, le dévouement et l'engagement des fonctionnaires. M. Halliday considère par conséquent qu'en dépit des préoccupations exprimées, il y a des raisons d'être optimiste pour l'avenir. La communication entre le personnel et l'Administration est un processus à double sens et devra se poursuivre; il a été échangé une volumineuse correspondance, qui a parfois été portée à l'attention de la Commission.

72. M. Halliday est préoccupé par l'opinion exprimée par le représentant de la République démocratique populaire de Corée selon laquelle le recrutement n'a pas été fait conformément au principe de la répartition géographique équitable, mais souligne que les Etats Membres doivent tirer parti des possibilités de recrutement. Il est vrai que 22 pays sont sous-représentés, mais il s'agit généralement de petits pays qui ont eux-mêmes besoin des personnes les plus qualifiées. Les efforts tendant à corriger la sous-représentation se poursuivront, mais le processus sera lent si l'on considère le nombre limité de possibilités qui existent. M. Halliday déterminera les raisons pour lesquelles les deux candidats de la République démocratique populaire de Corée n'ont pas encore été recrutés, mais insiste sur le fait que des candidats ne peuvent être recrutés que lorsqu'il existe des possibilités d'affectation appropriées et que s'il réunissent les conditions requises : il ne peut pas être créé de postes nouveaux pour eux.

73. En réponse aux observations formulées par le représentant du Nicaragua, M. Halliday déclare qu'il n'y a pas d'administrateurs auxiliaires au Secrétariat même si celui-ci a effectivement recours à l'occasion à des experts associés. Toutefois, les administrateurs auxiliaires sont largement représentés au sein du système des Nations Unies (il y en a 300 ou 400) et ils apportent une contribution précieuse à ses activités, en travaillant, souvent pendant deux ans, à des affectations sur le terrain. Leurs services sont intégralement financés par les Etats Membres en tant que fonctionnaires ayant des rapports contractuels avec l'Organisation. Il est certes préoccupant que la plupart des pays qui subventionnent ces positions sont des pays développés. Certains des pays donateurs, par exemple les Pays-Bas, ont cependant fourni des fonds pour recruter des administrateurs auxiliaires de pays en développement. M. Halliday espère que d'autres pays donateurs suivront cet exemple.

74. Mme INCERA (Costa Rica), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, prend note des informations communiquées par le Sous-Secrétaire général en

/...

réponse aux questions posées et espère qu'elles seront communiquées aux membres de la Commission par écrit.

75. Mlle MONTANO-DURAN (Bolivie) se dit satisfaite de l'examen de recrutement qui doit se tenir en 1997 en Bolivie, et ce pour la première fois. La délégation bolivienne attache une grande importance au processus d'examen en vue du recrutement et appuie pleinement les efforts déployés pour recruter des candidats qualifiés des Etats Membres.

76. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines), en réponse à la demande formulée par la représentante du Costa Rica, suggère que, plutôt que de lui imposer, à lui-même et à ses collaborateurs, un travail supplémentaire, le compte rendu de la séance pourrait peut-être suffire comme trace écrite des informations qu'il a soumises à la Commission.

77. M. NOUR (Egypte), rappelant qu'il a demandé que l'examen du point de l'ordre du jour à l'étude ne soit pas considéré comme terminé, fait valoir que, comme de nombreuses questions ont été posées pendant la séance, il faudrait réserver plus de temps à son analyse.

78. Mme INCERA (Costa Rica) réitère sa demande tendant à ce que les informations en question soient fournies par écrit, surtout si l'on considère le retard considérable avec lequel les comptes rendus de séance sont publiés.

79. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines) propose de préparer un bref résumé des réponses qu'il a données à la Commission, point par point, auquel il joindra les informations supplémentaires qui ont été demandées.

80. Mme INCERA (Costa Rica), faisant observer que les séances de la Commission sont enregistrées, se demande s'il serait possible d'obtenir une transcription des débats.

81. Le PRESIDENT fait savoir que, s'il n'entend pas d'autres observations, l'examen du point 120 de l'ordre du jour sera suspendu en attendant que la Commission ait reçu de la Sixième Commission son rapport sur la réforme du système interne de recours au Secrétariat.

La séance est levée à 12 h 50.